

L'ATPC DANS LE BOUNKANI: LA DIFFICILE APPROPRIATION PAR LES ACTEURS LOCAUX

KOUASSI Kouadio Edouard

Attaché de Recherche

Chercheur

Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Centre de Recherche pour le Développement

kouassikedouard@yahoo.fr

Résumé

Cet article met en lumière l'Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC), une approche participative utilisée dans les projets relatifs à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement en Côte d'Ivoire. Inscrit dans une démarche qualitative, notre étude vise à mettre en exergue les facteurs explicatifs de la difficile appropriation de l'ATPC dans le contexte ivoirien à travers une étude de cas dans la région du Bounkani. Les résultats révèlent qu'en dépit d'une amorce de changement de comportement, la plupart des communautés hésite à s'engager pleinement dans le processus ATPC, faute d'un accompagnement adéquat des humanitaires et des pouvoirs publics.

Mots-clés: Eau, Hygiène, Assainissement, Changement de Comportement, Durabilité

Abstract

This article highlights the CLTS (Community-Led Total Sanitation), a participatory approach used in water, hygiene and sanitation projects in Côte d'Ivoire. Inscribed in a qualitative approach, our study aims to highlight the explanatory factors of the difficult appropriation of ATPC in the Ivorian context through a case study in the Bounkani region. The results reveal that despite a beginning of behavioural change, most communities are reluctant to fully engage in the ATPC process, in the absence of adequate support from humanitarians and governments.

Key words: Water, Hygiene, Sanitation, Behaviour Change, Sustainability

Introduction

En Côte d'Ivoire, le taux de couverture en assainissement se situe à 10% en milieu rural (Unicef Côte d'Ivoire, 2014). Aussi la question des maladies liées à l'eau, aux mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement reste-t-elle préoccupante dans les campagnes ivoiriennes, notamment dans les zones rurales du Bounkani. Pour corriger les faiblesses de l'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement et garantir un changement durable des comportements, le PADEHA (Programme d'Appui à l'Accélération de l'Accès Durable à l'Eau, à l'Hygiène et à l'Assainissement) a été créé en 2013. Ce programme met les populations au cœur des actions relatives à l'eau, l'hygiène et l'assainissement à travers l'approche ATPC (Assainissement Total Piloté par la Communauté). Cette approche encourage la communauté à prendre ses responsabilités et à mener ses propres actions pour une adoption collective durable.

Malgré l'engagement pour garantir son succès, le bilan de l'ATPC dans le Bounkani après cinq (05) ans de mise en œuvre est assez mitigé. Sur un total de 628 villages pré-déclenchés de 2014 à 2017 ; 559 ont été déclenchés dont 301 déclarés FDAL. Quelques années après le démarrage du projet, trois cas de figures se présentent : les villages déclenchés non FDAL¹, les villages FDAL² et les villages REDAL³. Dans la première catégorie (villages déclenchés non FDAL), les directives de l'ATPC n'ont pas été suivies. Dans la deuxième catégorie (les villages FDAL), les exigences de l'ATPC sont, globalement, respectées par les populations. Dans le troisième type (les villages REDAL), l'appropriation de l'approche ATPC demeure difficile. Après un engouement au début du projet et l'obtention du statut FDAL, il y a eu un relâchement ; les directives ne sont plus suivies, remettant ainsi en cause la durabilité de cette approche.

Ce constat suscite l'interrogation suivante : Pourquoi l'appropriation de l'ATPC reste-elle difficile dans le Bounkani ? Autrement dit, quels sont les facteurs explicatifs de la difficile appropriation de l'ATPC dans le Bounkani ? L'objectif de notre recherche est donc de mettre en exergue les facteurs explicatifs de la difficile appropriation de cette approche innovante dans le contexte ivoirien à travers une étude de cas dans la région du Bounkani. Pour ce faire, il s'est agi, dans un premier temps, de comprendre la perception des populations vis-à-vis de l'ATPC. En second lieu, l'étude a mis la lumière sur les principaux facteurs qui freinent l'adoption de cette approche par les communautés bénéficiaires.

1. Méthodologie

1.1. Champ d'étude

Inscrite dans une démarche qualitative, l'étude a été effectuée dans la région du Bounkani au Nord-Est de la Côte d'Ivoire. Trois (03) départements et neuf (09) villages ont servi de site d'enquête (voir carte 1).

¹ Les villages qui n'ont pas atteint la Fin de la Défécation à l'Air Libre

² Les villages ayant le statut de Fin de la Défécation à l'Air Libre

³ Les villages qui sont retombés dans la Défécation à l'Air Libre

Carte 1 : Localisation de la zone d'enquête



1.2. Echantillonnage et outils de collecte des données

La sélection a été faite selon la technique du choix raisonné. Etaient éligibles, les départements dans lesquels le projet PADEHA est mis en œuvre. Le choix des villages a été fait selon leur statut par rapport au projet, à savoir : les villages FDAL, les villages REDAL et les villages déclenchés non FDAL. Le tableau 1 montre la répartition des villages selon le statut.

Tableau 1 : Répartition des villages selon le statut

Départements	Villages non FDAL	Villages FDAL	Villages REDAL	Total
Bouna	Assoum 1	Assidou	Imbié	03
Doropo	Varalé	Gbonkolou	Tessodou	03
Nassian	Saboukpa	Gonkidou	N'sémira	03
Total	03	03	03	09

Source : notre étude

Pour la collecte des données, nous avons recouru à l'observation, aux entretiens de groupe, aux entretiens individuels et aux entretiens libres. Dans chaque catégorie de village, des groupes composés d'autorités villageoises (Chef et Président des jeunes) de responsables des femmes, de chefs de communauté, de leaders religieux et de responsables de comité villageois de suivi (CVS) ont été constitués pour la réalisation des focus group. Un focus group a été réalisé dans chaque village visité, soit un total de 09 entretiens de groupe. Ces entretiens participatifs ont porté sur la vie quotidienne des populations bénéficiaires, surtout sur leurs pratiques d'hygiène et d'assainissement depuis la mise en œuvre du projet.

Des entretiens individuels ont permis de recueillir des informations auprès de personnes ressources. A ce niveau, plusieurs entretiens ont été réalisés, à savoir : des entretiens avec les préfets, les sous-préfets, l'UNICEF Côte d'Ivoire, le coordonateur de l'ONG Caritas Côte d'Ivoire, le point focale nutrition du District sanitaire de Bouna, le coordonateur du projet PADEHA au niveau de MAP international dans le Bounkani.

Des entretiens informels ont été également réalisés au cours de cette enquête avec pour but de mettre en confiance certains de nos interlocuteurs. Ainsi, nous avons pu collecter des données intéressantes

auprès d'autorités villageoises (chefs de village, présidents des jeunes), des leaders communautaires, des habitants, des agents de terrains de Map International et des enseignants.

Une grille d'observation a permis de découvrir quelques pratiques réelles des populations bénéficiaires du projet. Il s'agissait d'observer dans les ménages visités certaines pratiques recommandées dans le cadre de l'approche ATPC. De plus, le recours à l'observation participante, à travers le partage de repas avec les populations, a permis d'observer leurs pratiques, notamment en ce qui concerne le lavage des mains.

La matrice de classification a été mobilisée pour identifier les besoins prioritaires des populations au démarrage du projet. Dans chaque village visité, les besoins ont été dressés et classifiés par les populations. Ceci a eu pour avantage de savoir les besoins réelles des populations et de comprendre leur perception du projet ATPC.

Le diagramme de venn a permis de déceler d'une part, les liens entre les différents ménages, les familles, les communautés à l'intérieur des villages. D'autre part, il a permis de comprendre les rapports entre les villages bénéficiaires et les structures impliquées dans le projet.

Nous avons aussi bénéficié de l'appui d'un géographe, à travers la fourniture de fonds de cartes et la réalisation des cartes, à partir de l'utilisation d'un GPS (Garmin ex 30) et de l'exploitation d'images satellitaires. Le traitement cartographique s'est fait à travers le logiciel QGIS 2.18.16.

Pour une meilleure exploitation des informations collectées, les entretiens ont été enregistrés à l'aide d'un dictaphone. Par ailleurs, un appareil photo numérique a été utilisé pour capter les images. L'analyse des données a consisté à faire un inventaire, puis un tri thématique des informations obtenues à partir des observations et des entretiens. Ceci a permis de procéder à des classifications et à des recherches de correspondances entre les variables sélectionnées.

1.3. Cadre d'analyse

Pour montrer le processus d'adoption de l'ATPC, en tant que nouvelle approche de gestion du milieu et analyser l'attitude des populations bénéficiaires, la théorie de la diffusion de l'innovation d'Everett Rogers a été convoquée. Rogers définit le processus par lequel une innovation est communiquée dans le temps à travers certains canaux parmi les membres d'un système social. Ainsi, la diffusion et l'adoption d'une innovation dépend de quatre éléments : *l'innovation, les canaux de communication, le temps et le système social* (R. Everett, 1995).

Selon Rogers la vitesse de diffusion et d'adoption des innovations dépend de la manière dont elles sont perçues par les bénéficiaires. En effet, ces derniers analysent notamment la pertinence, la compatibilité, la complexité et la divisibilité de l'innovation ou du changement véhiculé. Alors dans le cadre de l'ATPC, les communautés chercheront à comprendre l'intérêt de cette approche, c'est-à-dire ce qu'elle leur apporte. Les bénéficiaires s'attarderont aussi sur la façon dont l'ATPC s'intègre sans remettre fondamentalement en cause l'ordre établi. L'approche sera jugée également à partir de son caractère complexe ou non. Les communautés vont, par ailleurs, s'interroger sur la possibilité d'essayer, notamment par petites touches et de revenir en cas d'échec sans y laisser beaucoup de plumes.

La communication est au centre du processus d'innovation. L'efficacité de la mise en œuvre du changement ou du transfert d'innovation ainsi que son résultat dépendra du type de canal de communication utilisé. Les canaux utilisés dans le cadre de l'ATPC sont-ils adaptés au regard du contexte et des particularités que présentent les communautés bénéficiaires du Bounkani ?

Dans la diffusion ou la mise en œuvre d'un changement, la notion du temps est un élément fondamental. Rogers distingue plusieurs catégories d'adoptants suivant le temps (R. Everett, 1995). Si certains individus adoptent l'innovation sans hésiter, d'autres prendront beaucoup de temps à se décider. Cet aspect de la théorie de la diffusion remet en cause l'adoption collective ou de masse prônée par l'ATPC et nous a permis d'expliquer l'attitude des bénéficiaires vis-à-vis de cette approche.

L'un des éléments essentiels à prendre en compte dans la diffusion d'une innovation selon Rogers, c'est la complexité du système social. Cette complexité n'autorise pas d'analyse linéaire si l'on veut s'assurer le succès de l'innovation proposée car les processus d'innovation ne sont pas de simples transferts. Toute innovation initiée passe nécessairement par des processus d'adaptation et de réinterprétation. Aussi l'innovation, notamment en milieu rural africain recommande-t-elle de nouvelles façons de communiquer, de s'informer, de se former, etc (P. Delmas, 2004). La mise en œuvre de l'ATPC dans le Bounkani ne peut donc échapper à une telle exigence si elle veut garantir ses chances de succès.

Pour comprendre les stratégies développées par l'ensemble des acteurs locaux (communautés, ONG, autorités, etc.) face à l'ATPC, la théorie de l'acteur stratégique de Crozier a été également mobilisée. Cette théorie nous a permis d'expliquer l'attitude des acteurs impliqués dans le projet et de comprendre les obstacles au changement de comportement et à l'appropriation de l'ATPC. Pour **Michel Crozier** le changement ne doit pas se présenter comme une solution ou une finalité. Il doit plutôt être perçu comme un problème sociologique de relations dans les jeux d'acteurs⁴. Le comportement des acteurs dans un processus de changement ne doit donc pas être considéré comme une quelconque « résistance au changement », mais des opportunités et des stratégies des groupes d'acteurs. Changer c'est en fait fixer de nouveaux modèles de « jeux » avec leurs composantes affectives, cognitives et relationnelles. Or, les acteurs peuvent être prisonniers des anciens « systèmes d'action concrets ». Les acteurs ou les groupes d'acteurs ne sont pas toujours disposés à perdre leurs « zones d'incertitude ». Lorsqu'ils n'arrivent pas à saisir les opportunités comme souhaité, les acteurs préfèrent sauvegarder leurs acquis. La théorie de l'acteur stratégique a donc l'avantage, dans la présente étude de permettre de faire ressortir les différentes stratégies développées par les acteurs engagés dans la mise en œuvre de l'ATPC dans le Bounkani. La lumière sur ces stratégies aidera à la compréhension de la difficile appropriation de l'ATPC par les acteurs locaux du Bounkani.

2. Résultats

2.1. Perception de l'ATPC par les populations

La perception de l'ATPC par les bénéficiaires a été mesurée selon trois (03) critères d'analyse : la pertinence, la compatibilité et la complexité. Du point de vue de la pertinence, l'ATPC est bien perçu aussi bien par les autorités locales que par les populations. Voici à ce sujet les propos d'un notable de la cour royale de Bouna : « l'ONG MAP International fait un bon travail. Grâce à son projet ATPC, aujourd'hui, nos villages sont propres. Souvent, les responsables de MAP nous associent à la sensibilisation et à la remise de cadeaux».

Des autorités préfectorales et sous-préfectorales aux chefs de villages en passant par la cour royale, tous s'associent aux efforts de MAP International pour la réussite du projet. Cependant, les gros villages, influencés certainement par les pratiques de la ville, trouvent que les latrines en banco à moindre coût préconisées par le projet sont assez rudimentaires. « Les gros villages à proximité de la ville refusent les

⁴<http://www.sietmanagement.fr/les-phases-du-changement-la-conduite-des-etapes-des-trajectoires-k-lewin-r-zmud/>, (01.07.2018)

latrines en banco », témoigne le coordonnateur de Map International dans le Bounkani. Ces villages auraient souhaité des subventions pour se construire des latrines améliorées ou moderne, conclut-il.

En ce qui concerne la compatibilité, les populations éprouvent encore des difficultés à intégrer l'ATPC dans leurs pratiques quotidiennes. En exigeant la propreté de l'ensemble du cadre de vie, cette approche bouleverse leurs habitudes, notamment en termes de gestion de l'espace familial. En effet, les concessions restent considérées, autant comme des domiciles que des espaces de production agricole. Les alentours servent de champs de maïs, de haricot ou de soja (photo 1 et 2). Ces champs sont, selon les populations, les premières sources d'alimentation de la famille ; ceux situés loin du village étant destinés essentiellement à la vente.

Photo 1 et 2 : Vue de concessions dans un village Lobi visité par l'équipe de recherche dans le département de Doropo



Dans les villages lobis l'espace d'habitation, est aussi utilisé pour la production agricole. Ces photos montrent des champs de maïs en plein village, sur le lieu d'habitation.

Source : Notre étude

Ces pratiques font fi des prescriptions de l'ATPC qui exigent, en dehors de la construction de latrines, l'hygiène et la propreté de l'ensemble du cadre de vie. Les lobis ne voient donc pas la nécessité de creuser des trous pour en faire des latrines. Dans la représentation lobi en effet, creuser un trou revient à faire référence à un cadavre qu'on doit enterrer. « Chez les lobis, quand on creuse un trou, c'est pour enterrer un cadavre. », nous confie un notable à Tessodouo (Doropo). Ces propos sont entérinés par un jeune du village d'Imbié 1 à Bouna à travers cette anecdote : « quand le projet ATPC est arrivé, j'ai accepté de construire ma latrine. J'ai creusé le trou ; la nuit, j'ai dormi, il s'est trouvé que c'est ma propre tombe que je venais de creuser. Alors, j'ai arrêté la construction de la latrine ».

La représentation et la croyance des populations constituent un réel frein qui altère leur volonté dans la mise en œuvre de l'ATPC. Suivant leurs croyances, celles-ci sont préoccupées à sécuriser leur vie plutôt qu'à s'engager pleinement dans le projet, surtout qu'à leurs yeux, l'excrément humain ne représente pas un danger particulier. Ainsi, à l'enthousiasme de départ succède la réticence à mesure que les communautés découvrent que l'ATPC est incompatible à leurs croyances.

Quoique reconnaissant la pertinence de l'ATPC, les populations trouvent que cette approche est complexe. L'ATPC demande, selon elles, de nouvelles attitudes et pratiques et surtout une constance qui exige beaucoup d'effort. Les populations du Bounkani estiment, en majorité que l'application de l'ATPC n'est pas aisée. Adopter l'ATPC exige, selon elles, non seulement des moyens techniques et financiers pour faire face aux obstacles naturels (sols sablonneux, aléas climatiques, présence de termites, etc.), mais aussi et surtout des efforts constants pour le suivi de la l'application des directives par l'ensemble du ménage. Le retour aux habitudes, particulièrement à la DAL s'explique aussi par cette complexité de l'ATPC dans sa mise en œuvre.

Par ailleurs, les populations et les animateurs du projet (agents de MAP International chargés de l'exécution du projet) n'ont pas toujours eu la même interprétation sur certains aspects dans le processus de mise en œuvre de l'ATPC. Souvent, on note une démotivation des communautés dans les villages

FDAL. En effet, celles-ci considèrent les réalisations faites (PHV, Latrines dans les écoles, etc.) comme des « Récompenses » et ne trouvent plus nécessaire de poursuivre les efforts, une fois les infrastructures acquises. Dans certains villages, les populations accusent l'ONG de n'avoir pas tenu ses promesses. En réponse, les agents de l'ONG affirment que les promesses en matière de réalisation d'infrastructure de base n'existent pas dans leur protocole de mise en œuvre. De cette polémique, plusieurs villages classés FDAL retombent dans la DAL car les communautés ne trouvent plus l'intérêt de poursuivre les efforts. Les membres des Comités Villageois de Suivi (CVS) censés remotiver la population, réclament eux-mêmes des primes d'encouragement. A la question de savoir pourquoi le CVS de son village ne fonctionne plus, un chef nous apprend ceci : «au début du projet, le CVS travaillait correctement. Tous les membres étaient motivés. Aujourd'hui, ils ont tous arrêté le travail car ils estiment qu'ils font le travail pour rien. (H.T, chef du village de N'semira, S/P de Nassian)».

A travers ces propos, on se rend compte qu'au cours du processus, les membres du CVS arrêtent de consentir les sacrifices volontairement acceptés au démarrage du projet. Ils estiment plutôt qu'ils ont droit à des primes d'encouragement qui marqueraient la reconnaissance de leurs efforts : «le travail de suivi prend beaucoup de temps. Quand tu arrives du champ, déjà fatigué, tu es obligé de sillonner le village. Ce n'est pas une tâche facile. On a besoins de quelques gestes d'encouragement, affirme un Président de CVS à Tessodouo ».

De la participation volontaire, les membres du CVS s'inscrivent au fur et à mesure dans une logique de demande de compensation de leurs efforts lorsqu'ils prennent la pleine mesure de la tâche qui leur a été confiée. Il y a donc une sorte de requête d'adaptation ou d'actualisation du jeu afin qu'il prenne en compte la réalité découverte. Lorsque cette attente n'est pas comblée, on assiste à un certain désengagement par rapport à la détermination affichée au départ. Ce désengagement des CVS explique le relâchement dans plusieurs villages déjà déclarés FDAL et laisse la porte ouverte aux anciennes pratiques de la DAL. Le changement durable de comportement à travers l'ATPC est ainsi remis en cause au bout de deux ans maximum. Les populations retombent dans leurs habitudes ; l'adoption des recommandations reste difficile, surtout que les populations se résignent dès le moindre obstacle.

2.2. Les obstacles à l'appropriation de l'ATPC

2.2.1. Résignation des populations face aux obstacles

Les obstacles naturels entravent les efforts des populations. Les sites sur lesquels les villages sont installés posent souvent problème. Dans les villages en zone sablonneuse ou hydromorphe tels que Saboukpa et N'sémira à Nassian, la terre n'est pas adaptée au type de latrines préconisées. En saison des pluies les fosses s'écroulent suite aux éboulements. En plus, les risques de contamination sont énormes car la nappe phréatique n'est pas en profondeur. Dans les villages situés en zone ferrugineux comme Imbié à Bouna et Varalé à Doropos, les populations estiment que la terre est difficile à creuser. Le recours aux puisatiers, qui se font de plus en plus rare, demande beaucoup de moyens financiers. Vis-à-vis de ces obstacles, les communautés expriment leur impuissance et tourne le regard vers l'ONG d'exécution pour résoudre les problèmes auxquels elles sont confrontées: «nous avons beaucoup de problèmes. MAP international est au courant de nos difficultés. Notre zone est sablonneuse. Il est difficile de creuser et de construire les latrines, indiquait un chef de village à Nassian».

Ce passage montre que les communautés évitent d'affronter réellement les obstacles qui se présentent à elles dans la mise en œuvre de l'ATPC. Elles semblent oublier que cette approche repose essentiellement sur la communauté qui doit trouver par elle-même des solutions chaque fois qu'un obstacle se dresse au cours du processus. En effet, « quand la méthode ATPC est mise en œuvre, les réponses viennent des populations. Ce sont elles qui prennent la résolution de mettre fin à la défécation à l'air libre et décident de ce pas, de se construire des latrines. », précise le chef de bureau MAP International de Bouna. Au lieu d'assumer pleinement leur responsabilité, on note une certaine réinterprétation du projet par les communautés quand elles découvrent des contraintes.

La détermination fait souvent défaut chez les communautés. Les obstacles existent certes, mais une réelle volonté de les surmonter auraient permis d'atteindre le statut FDAL ou de le garantir durablement pour les communautés l'ayant obtenu. Au lieu de faire face aux obstacles, la plupart des communautés ont plutôt choisi de se résigner et de reprendre leurs anciennes pratiques. Elles n'hésitent pas à brandir le manque de moyens financiers pour justifier leur attitude. Les propos de cet habitant de Saboukpa traduisent bien cette situation constatée dans les villages déclenchés non FDAL et les villages REDAL lorsqu'il dit : « nous avons des difficultés à construire les latrines. Pendant la saison des pluies, les latrines s'écroulent. On a constaté que nous devons construire des latrines plus solides, mais les moyens nous manquent ».

Tels sont les propos généralement tenus pour justifier le retour à la DAL. En réalité, il n'y avait pas une volonté réelle affichée par les populations à l'entame du projet. Les communautés ont adhéré au projet avec la stratégie de s'en servir pour obtenir la réalisation de leurs besoins prioritaires. Lorsque ces besoins ne sont pas satisfaits, les populations se laissent gagner par le découragement et abandonnent l'ATPC, une façon pour elles de protester contre une certaine injustice en faisant allusion aux villages qui ont bénéficié de certaines infrastructures. Dans certains cas où ces besoins sont satisfaits, on note la démotivation des communautés et l'abandon des latrines après la réalisation des œuvres sociales (voir photos 1 et 2). En effet, celles-ci considèrent ces réalisations (PHV, Latrines dans les écoles) comme des « Récompenses » et ne trouvent plus nécessaire de poursuivre les efforts, une fois les infrastructures acquises.

Photo 3 et 4 : des latrines abandonnées dans des villages REDAL



La fragilité du statut FDAL mis en évidence à travers ces images. Il s'agit de latrines abandonnées à cause de la non-réalisation d'infrastructures souhaitées, d'après les communautés

Ces photos indiquent bien l'abandon des latrines après l'acquisition du statut FDAL et montrent que les priorités sont ailleurs. La classification des besoins effectuée par l'ensemble des communautés rencontrées pendant l'enquête, nous a permis de constater qu'aucun des villages ne fait de l'hygiène et de l'assainissement, une priorité. Les priorités sont plutôt portées sur la réalisation d'écoles, de pompes ou de centres de santé.

En réalité, cette absence de volonté des populations provient du fait qu'elles n'ont pas encore réellement pris conscience du danger que représente le manque d'hygiène et d'assainissement, notamment la DAL. Les propos de ce relais communautaire confirment notre constat, quand il affirme : « Chez les lobis, le caca est un élément naturel qui ne pose pas de problème. ».

Vivre avec le *caca* (excrément humain) ou à proximité des lieux de défécation ne semble pas gêner les populations lobis. En effet, « le balayage, l'assainissement, l'hygiène, la propreté ne sont pas ancrés dans le comportement de nos villages lobis », précise un agent de terrain de MAP International. Le manque de volonté est ainsi lié à la représentation des populations en matière de l'hygiène et de l'assainissement. Cette représentation aurait pu changer si le leadership n'était pas en faillite.

2.2.2. Faillite du leadership et absence de cohésion dans les villages

Une véritable crise de leadership se vit dans la plupart des villages du Bounkani. Cette crise se manifeste à plusieurs niveaux. Des conflits entre chefs et présidents des jeunes aux conflits au sein des CVS en passant par la remise en question de l'autorité des chefs par la communauté, il y a des conflits de pouvoir dans les campagnes du Bounkani. Ces conflits proviennent notamment de l'incapacité des leaders à créer l'harmonie et à fédérer les énergies au sein de leur communauté. Faute d'autorité, beaucoup de Chefs de village et de Présidents des jeunes sont contestés par leur population, comme le témoigne ce chef qui révèle lui-même que sa légitimité est remise en cause, en ces termes : « Je ne sais pas si c'est ma place qu'ils veulent. Ils savent que chacun doit attendre son tour. Moi, j'ai été désigné chef, après la mort de mon père. ».

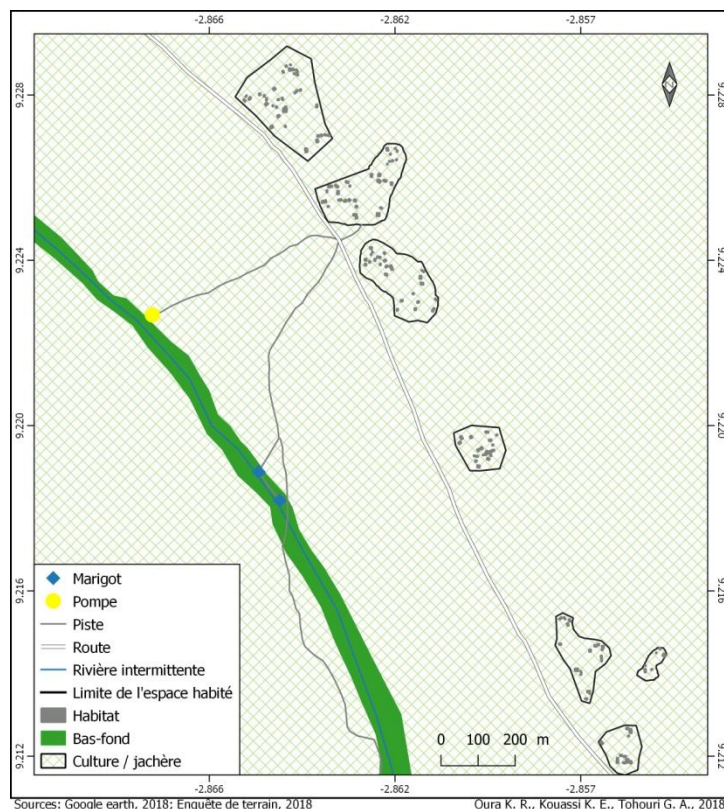
Selon lui, les causes d'une telle situation proviennent des liens de fraternité qui le lient à l'ensemble de la communauté. « Ils ne me respectent pas parce que nous sommes tous des frères. Ils savent que, quel que soit ce qui va arriver, je ne peux pas les envoyer en prison. », nous a-t-il confié.

Ce cas est un exemple parmi tant d'autres. Dans l'ensemble, les leaders sont incapables d'exercer une influence sur leur communauté. Dans la plupart des villages, il y a une perte de l'autorité ou de l'estime des chefs par leur population de sorte que, plusieurs villages baignent dans l'anarchie.

Or, pour garantir la durabilité de l'ATPC, il est indispensable d'avoir des leaders, capables d'influencer la communauté et d'instaurer la cohésion au sein des villages comme le souligne le chef de bureau de MAP International à Bouna, en ces termes: «l'influence du chef de village constitue un élément majeur, un élément capital pour l'avancer de l'activité, en amont comme en aval. Depuis le déclenchement jusqu'au suivi post-FDAL, le chef est un élément clé. Quand ça coince on retourne vers le chef».

Ces propos montrent le rôle central des chefs dans la mise en œuvre de l'ATPC, surtout que la plupart des villages présentent une configuration qui ne permet pas d'avance, de créer des liens forts entre les familles et les communautés. En effet, les ménages sont installés, les uns loin des autres (voir carte 2), créant ainsi une certaine indépendance ou une autonomie de chaque ménage vis-à-vis des autres.

Carte 2 : Village de Imbié 1



A l'image d'Imbié, la plupart des villages se présentent sous forme d'un morcellement où les ménages semblent jouir d'une certaine autonomie. En conséquence, l'autorité du chef est souvent bafouée ; la cohésion sociale et la solidarité sont quasi-inexistantes ; les Comités Villageois de Suivi ne fonctionnent plus ; les rapports avec les partenaires du projet sont tendus. A l'analyse, on remarque qu'il n'existe pas encore une véritable prise de conscience de l'importance de l'ATPC, rendant difficile son adoption. Par exemple, dans les villages « déclenchés non FDAL », tels qu'Assoum 1 à Bouna et Varalé à Doropo, majoritairement de taille importante (plus de 70 ménages et situés à proximité d'une grande ville ou d'une voie bitumée), la réaction des communautés et des ménages traduit l'expression d'une liberté et d'une certaine cidadinité, les jeunes étant difficile à contenir et le chef peu écouté.

2.2.3. Difficultés des ONG locales et défaillance des comités de suivi

L'ONG Map International éprouve d'énormes difficultés dans la réalisation du projet ATPC. Ces difficultés de plusieurs ordres se situent, notamment au niveau des activités de terrain, au plan de la sécurité et au niveau financier.

Au niveau des activités de terrain, les contraintes sont liées au mauvais état des pistes d'accès à la plupart des villages du projet et le déficit d'équipement. L'état calamiteux des pistes entraîne des retards lors des visites de terrain. Ceci ne permet pas un suivi régulier et correct du processus après la phase de déclenchement. La vétusté des engins (moto) de l'ONG occasionne également le non-respect du calendrier de mise en œuvre. MAP International n'arrive donc pas à assurer convenablement les activités de sensibilisation, de formation et de suivi comme il a été observé à Imbié, à Varalé et à Saboukpa, respectivement à Bouna, Doropo et Nassian. De plus, la réticence de certaines populations surtout pendant la saison des pluies, rend difficiles les activités. En effet à cette période, les communautés privilégient les travaux champêtres au détriment des activités engagées.

Au plan de la sécurité, les agents de terrain sont très souvent agressés sur les routes. Aussi sont-ils obligés de limiter leur temps de travail afin de prévenir les éventuelles agressions :

depuis la crise, il y a trop d'agression sur les routes. Nous sommes constamment victimes d'attaques d'hommes armés dans le cadre de nos activités. Soyez prudents ; quand vous irez sur le terrain, faites un effort pour rentrer avant 18h, nous prévenait un agent de terrain de MAP International avant nos visites de terrain.

L'insécurité reste ainsi un facteur limitant d'une mise en œuvre efficace de l'ATPC dans le Bounkani. Si ces difficultés constituent un réel frein à la bonne marche de l'ATPC, elles trouvent essentiellement leur source dans l'absence d'autonomie financière de l'ONG MAP International, chargée de l'exécution du projet dans le Bounkani. En effet, les ressources proviennent de l'UNICEF et ne couvrent que la phase d'exécution du projet. Le financement s'arrête aussitôt que le projet prend fin. « C'est avec un pincement au cœur que le PADHEA prend fin ; il y a beaucoup d'inachevé. C'est une symphonie inachevée », s'est exprimé le coordonateur de MAP International dans le Bounkani. En effet, il y a une sorte d'interruption brusque du projet au moment où, il amorce sa phase de maturité. Ainsi, le marketing d'assainissement⁵ qui devrait renforcer la durabilité n'a pas pu réellement démarrer au moment où le projet prend fin. Quant à l'activité de suivi, elle est abandonnée aux CVS dont la plupart ne fonctionne pas correctement. Ces comités locaux non encore outillés peinent à jouer leur rôle pour l'obtention du statut FDAL ou le maintien de ce statut sur le long terme. Dans les villages, le suivi du projet n'est pas correctement réalisé. Il y a un dysfonctionnement de la plupart des comités de gestion installés pour la mise en œuvre et le suivi du projet. Ainsi, le but de réaliser un assainissement total pour éloigner durablement les risques sanitaires est loin de devenir une réalité. Quelque peu impuissante face aux difficultés, l'ONG Map international

⁵ Le marketing de l'assainissement fait la promotion de latrines améliorées à travers des coûts sociaux logiquement accessibles à tous.

n'hésite pas à réduire ses actions à la lutte contre la défécation à l'air libre. Les propos d'un chef de bureau de cette ONG illustrent bien ces faits, quand il affirme :

l'absence de caca dans les villages, c'est l'élément majeur de la déclaration FDAL. Le reste, c'est un processus de longue haleine. L'assainissement total du village exige de faire des puits perdus, le nettoyage du village, faire des claies à vaisselle ; tout ça c'est un processus, ça vient après la déclaration de l'état FDAL, mais l'élément le plus important c'est de ne pas voir de selles dans la rue.

Ces propos tenus pour justifier l'insalubrité observée dans les villages déclarés FDAL depuis plus de deux ans montrent les difficultés que rencontre MAP International à faire adopter l'assainissement total par les communautés.

Les CDS censés prendre le relais après le retrait de l'ONG, ne sont pas opérationnels car ces structures chargées de la poursuite de l'ATPC en ce qui concerne la coordination et le suivi durable du projet ne disposent pas de moyens d'action. « Au moment où le projet prend fin, les CDS ne disposent pas encore d'agent de terrain, de matériels roulant, etc. », nous explique un sous-préfet. Présidé par le Préfet et composé du ou des sous-préfets du département, d'un représentant du Conseil Régional, d'un représentant de la mairie, d'un représentant de la Direction Départementale de la construction, d'un représentant de la Direction départementale de la santé, d'un représentant de la Direction Régionale de l'Education Nationale et de l'Enseignement Technique, d'un représentant des structures de mise en œuvre de l'ATPC (ONG ou autres organisations), les CDS constituent des machines lourdes dont le fonctionnement nécessite beaucoup de moyens. Ainsi, ces structures créées sur papier éprouvent des difficultés à se mettre en place et garantir la durabilité de l'ATPC. Cette ambition est d'autant hypothétique qu'un sous-préfet nous confie que, le fait de laisser le relais aux CDS, l'on venait de signer l'acte de mort du projet. Ces propos montrent un manque d'engagement réel au plan politique et administratif. Le retrait de l'ONG MAP international signifie ainsi la ruine du projet et le retour des mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement. L'Etat est donc interpellé sur ses engagements par rapport au pacte de durabilité.

3. Discussion

En mobilisant la communauté à prendre conscience du danger que représentent les mauvaises pratiques d'hygiène et d'assainissement, l'ATPC permet de réduire les risques sanitaires dans les villages où elle est mise en œuvre. Son succès dans plusieurs pays d'Asie lui a valu son introduction en Afrique (K. Kar et K. Milward, 2011). Cependant, après plus d'une décennie d'application sur le continent africain, les résultats restent mitigés (Protos ATPC, 2016). Si les promoteurs de cette approche se sont inscrits dans une perspective positiviste, les expériences issues de plusieurs pays dont la Côte d'Ivoire recommandent de reconsidérer les positions initiales. L'adoption d'une nouvelle norme sociale prônée par l'ATPC est difficile, surtout à long terme, dans la plupart des communautés où elle est mise en œuvre. A juste titre, l'Assainissement Total Piloté par la Communauté suscite aujourd'hui des interrogations, notamment sur ses méthodes, ses résultats réels et sa pérennité.

En ce qui concerne ses résultats, à l'instar du Bounkani, diverses expériences de campagnes ATPC menées dans différents contextes montrent l'adhésion massive grâce à une bonne méthode d'animation à court terme (Réseau Projection, 2015). L'ATPC a ainsi l'avantage de proposer une alternative d'action à une problématique réelle qui est celle de l'insalubrité et des risques sanitaires constatés en milieu rural (Unicef Mauritanie, 2010). Ces expériences montrent cependant, que l'appropriation de cette approche demeure difficile. Dans l'ensemble, les études réalisées pointent du doigt l'absence de standard pour les latrines, le manque de suivi, la faible durabilité des latrines construites et des changements de comportement (S. Cavill et al., 2015). A ce sujet, R. Chambers et J. Myers (2015) relèvent un usage partiel des latrines quelques années après l'obtention du statut FDAL.

En conséquence, l'on s'interroge de plus en plus sur l'efficacité de ses méthodes (S. House et S. Cavill, 2015). Par exemple, le principe de l'adhésion collective ou communautaire en un temps record de 2 à 3 mois est questionné, selon la théorie de la diffusion de Rogers. La perception des populations, les obstacles liés au système social et la notion du temps ne sont pas suffisamment pris en compte dans la mise en œuvre de l'ATPC dans les communautés rurales. En effet, les villages qui n'épousent pas ce principe de changement ultra rapide sont écartés du processus, l'objectif étant de passer rapidement de la DAL à la FDAL pour marquer le changement de comportement. En procédant ainsi, l'on laisse sur la touche plusieurs villages qui auraient pu accéder au statut FDAL si un temps raisonnable leur avait été consacré. Les limites de cette approche sont aussi mises à nu par la rapidité avec laquelle les villages déclarés FDAL retombent dans la DAL. La recherche plus ou moins forcée d'une adhésion communautaire, constitue un frein à l'appropriation de l'ATPC. En effet, toute innovation ou changement introduit dans une communauté respecte en général, un processus d'appropriation qui se fait progressivement, d'après la théorie de la diffusion, de façon individuelle ou par groupe d'individus (R. Everett, 1995). La notion de temps est d'autant essentielle que les individus ou les groupes se donnent des phases d'essai pendant lesquelles, ils recherchent la compatibilité de l'élément nouveau avec leurs habitudes afin de trouver des adaptations possibles ou de renoncer au changement.

Les réalisations faites en guise de récompense représentent parfois une limite par rapport aux principes fondamentaux de l'ATPC. Si les récompenses peuvent faire office d'incitations efficaces à court terme, elles présentent aussi des inconvénients majeurs et peuvent menacer les principes de l'ATPC (K. Kar et K. Milward, 2011). En effet, les communautés peuvent être détournées de leur objectif en travaillant pour la récompense, alors que la cible devrait être l'obtention et le maintien du statut FDAL.

La responsabilité souvent confiée exclusivement aux communautés de faire le choix du modèle technique de la latrine constitue une limite de l'approche ATPC, notamment dans les zones où il y a une forte présence d'obstacles naturels. Portées souvent sur les solutions rapides, les communautés optent pour des modèles de latrines faciles à réaliser sans prendre en compte les obstacles naturels. Pourtant, les zones sablonneuses et celles touchées par des catastrophes naturelles (cyclones, inondations, ras de marée, pluies de mousson, glissements de terrain ou tornades) exigent des modèles techniques appropriés (S. Cavill et al., 2015). Agissant ainsi comme des acteurs stratégiques décrits par Crozier dans sa théorie, les communautés s'inscrivent dans des stratégies basées sur des solutions faciles, mettant en péril la durabilité de l'ATPC. L'attitude des bénéficiaires montre aussi qu'il ne s'agit de populations statiques, mais plutôt de groupes dynamiques qui agissent de façon rationnelle.

Sur la pérennité de l'ATPC, divers constats ont été faits. S. Cavill et al., (2015) relèvent que les plans d'eau (étangs ou lacs, ruisseaux, rivières, mer etc.) à proximité des ménages ou des villages fragilisent l'adoption et l'utilisation pérennes des toilettes car ils offrent des lieux commodes pour pratiquer la DAL et se nettoyer. Selon eux, le manque de place pour remplacer ou creuser de nouvelles toilettes là où la population est dense peut également diminuer la durabilité. Pour ces auteurs, la durabilité du lavage des mains et du maintien de la propreté des toilettes dépend de l'accès à l'eau. Or, la question de l'eau dans les zones rurales reste posée sans une réelle réponse. Ce problème limite la portée de l'ATPC tout comme les obstacles naturels.

L'obstacle le plus souvent mentionné est le type de sol et la proximité de la nappe phréatique (Réseau Projection, 2015). Par exemple au Bénin, dans les milieux où le sol est très rocaillieux ou latéritique, le travail s'avère pénible. Dans les milieux à terre hydromorphe, le phénomène de l'effondrement des latrines est fréquent et ralenti par endroit les travaux. En Ouganda, notamment à Kayinja, la proximité de la nappe phréatique fait qu'il est très difficile pour la communauté de construire des latrines ordinaires. Ceci est lié à la nature instable des sols. Ainsi, les ménages les plus vulnérables, les personnes âgées, les femmes, etc., sont exclus et ne peuvent acquérir de latrine (J. Wilbur et H. Jones, 2014). Dès lors, des observateurs s'interrogent de savoir si cette méthode est réellement la plus adaptée pour réduire les risques sanitaires liés aux mauvaises pratiques en matière d'assainissement.

En réponse, des jeunes professionnels (Réseau Projection, 2015) préconisent d'éviter de surestimer l'ATPC en ayant conscience de ses faiblesses et d'aller à la source du problème pour comprendre les causes et les origines. Pour ces professionnels, il est impératif d'adapter les solutions à chaque contexte, voire à chaque village et assurer un accompagnement sur le long terme pour changer durablement les comportements. Une étude menée à l'ouest de la Côte d'Ivoire par le Programme d'Hydraulique et d'Assainissement pour le Millénaire (PHAM) ne dit pas le contraire⁶. Selon cette étude, l'approche ATPC doit être améliorée d'un point de vue technique, par la définition de normes de latrines adaptées. En termes de méthodologie, elle propose également que cette approche soit améliorée, par l'allongement du suivi nécessaire avant et après l'acquisition du statut FDAL. Ceci pour permettre un accompagnement dans la durée des changements de comportements en matière d'hygiène et d'assainissement.

K. Kar et K. Milward (2011) estiment qu'en raison des circonstances nationales diverses et des différents choix stratégiques, les adaptations devraient être abordées avec une idée claire des avantages et des inconvénients que présente leur adoption. À mesure que l'ATPC gagne du terrain, il est important de tirer les leçons issues des adaptations afin de conserver la vision du potentiel que recèle l'ATPC pour transformer radicalement l'assainissement, la santé et les conditions de vie en zones rurales, concluent-ils.

Conclusion

L'ATPC est une approche innovante qui est supposée aider les communautés rurales à assainir leur cadre de vie et contribuer à leur bien-être. Cependant, son appropriation dans le Bounkani reste difficile, car elle se heurte aux acteurs locaux. Alors nous nous sommes posé la question de savoir pourquoi l'appropriation de cette approche demeure difficile dans cette région ? L'objectif de cette recherche est donc de mettre en exergue les facteurs explicatifs de la difficile appropriation de l'ATPC. Aussi, différents instruments de recherche qualitative (notamment des entretiens individuels et de groupe, l'observation) ont-ils été mobilisés.

Il ressort de l'étude que les communautés sont sous l'influence des croyances et des représentations, quoique reconnaissant la pertinence de l'ATPC. Creuser un trou pour en faire une latrine heurte encore certaines croyances. La faillite du leadership avec pour conséquence, l'anarchie dans la plupart des villages du Bounkani, ainsi que le manque d'autonomie financière des ONG locales et le déficit d'engagement des pouvoirs publics constituent, par ailleurs, de réels obstacles au succès de l'ATPC. Ainsi, la durabilité d'un changement de comportement soulève encore des défis multiples et complexes, tant les habitudes sont difficiles à rompre.

Au-delà des facteurs explicatifs se rapportant aux acteurs locaux, c'est l'intervention humanitaire qui est questionnée. De plus en plus, les observateurs s'interrogent sur le mode opératoire adopté par les humanitaires, notamment en ce qui concerne le cycle des projets portant sur la diffusion des bonnes pratiques et le changement de comportement. Mis en œuvre généralement selon un cycle court, ces projets prennent fin au moment où les bénéficiaires se trouvent encore dans une phase d'apprentissage et d'hésitation pour des raisons diverses (sociales, culturelles, économiques, financières, politiques etc.). Les ONG locales chargées de la mise en œuvre se voient elles aussi retirer le financement avant qu'elles soient elles-mêmes capables d'assurer les activités post-projet. Dès lors, la vision à long terme est compromise dans la mesure où en matière de durabilité, il s'agit d'une affaire d'apprentissage continu et d'évolution perpétuelle (S. Cavill et al., 2015).

⁶ COTE D'IVOIRE. Programme d'Hydraulique et d'Assainissement pour le Millénaire (PHAM) – CRIS 024147

Bibliographie

CAVILL Sue et al., 2015, « Durabilité et ATPC : État des lieux », *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions* Numéro 4, Brighton, IDS, p. 1-31.

CHAMBERS Robert et Myers Jamie, 2016, « Normes, connaissances et usage », *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions* Numéro 7, Brighton, IDS, p. 1-25.

CÔTE D'IVOIRE, 2007, *Programme d'Hydraulique et d'Assainissement pour le Millénaire (PHAM) – CRIS 024147*. https://ec.europa.eu/europeaid/sites/.aap-financing-ivory-coast-af-20121211_fr.pdf, (28.09.2017).

DELMAS Patrick, 2004, « Foire aux innovations paysannes ». *Inter-Réseaux-Développement Rural*. Grain de sel, N° 27, p. 10-28.

EVERETT Rogers, 1995, *Diffusion of innovation*. New York, Free Press, 4th édition.

HOUSE Sarah et Cavill Sue, 2015, « Rendre l'assainissement et l'hygiène plus sûrs : Réduire les vulnérabilités face à la violence », *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions* Numéro 5, Brighton, IDS, p. 2-24.

KAR Kamal et Chambers Robert, 2008, *Manuel de l'Assainissement Total Piloté par la communauté*. London plan UK.

KAR Kamal et Milward Kirsty, 2011, *Creuser, s'implanter et grandir : Introduire l'ATPC en Afrique*, IDS practice paper 8.

MCLAU, 2015, *Manuel de mise en œuvre de l'ATPC en Côte d'Ivoire*, Abidjan.

PROTOS, 2016, *Assainissement Total Piloté par la Communauté (ATPC) dans les programmes de Protos et de ses partenaires : Note de discussion sur les facteurs qui favorisent ou rendent difficile l'obtention et le maintien de l'état FDAL*.

RESEAU PROJECTION, 2015, *L'ATPC : une méthode efficace ? Compte-rendu de la rencontre Jeunes Professionnels*, Disponible sur www.reseauprojection.org/wiki/CR_Rencontre_JP_AS_19022015_GCo%2BYL.pdf, (14.03.2018).

UNICEF Mauritanie, 2010, *Evaluation de l'assainissement pilote par les communautés*, rapport final, D.I.P network. Etudes et conseils en développement, (s. d.).

UNICEF Côte d'Ivoire (2014). Rapport annuel.

WILBUR Jane et Jones Hazel, 2014, « Handicap : Rendre l'ATPC véritablement accessible à tous », *Aux Frontières de l'ATPC : Innovations et Impressions* Numéro 3, Brighton, IDS, p. 1-20

ZOUNGRANA Thierry Assomption, 2016, *Contribution à l'analyse des effets de l'approche ATPC appliquée dans le cadre du programme USAID WA-WASH sur les comportements et les perceptions des populations : cas de quatre villages dans les communes de Koudougou et Ténado*. Mémoire pour l'obtention du master 2 en ingénierie de l'eau et de l'environnement option : eau et assainissement Ouagadougou, Institut International d'Ingénierie.

<http://www.sietmanagement.fr/les-phases-du-changement-la-conduite-des-etapes-des-trajectoires-k-lewin-r-zmud/>, (01.07.2018).